

Arrêté préfectoral complémentaire

imposant à la SARA, pour ses installations exploitées sur la commune du Lamentin, la transmission d'une demande de dérogation aux exigences de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110

LE PRÉFET

- Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. BOUVIER (Jean-Christophe) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° R02-2022-08-23-00001 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Madame Laurence GOLA de MONCHY, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Martinique pour les affaires régionales de la Martinique en matière d'administration générale ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié autorisant la société SARA à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie sur la commune de Lamentin ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2022 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une chaudière au sein de la raffinerie exploitée par la SARA sur la commune du Lamentin et modifiant les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques et aqueux ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées consécutif à la visite d'inspection du 4 juillet 2024 ;
- Vu le courriel du 30 juillet 2024 de l'exploitant indiquant l'absence d'observations sur le projet d'arrêté ;

Considérant ce qui suit :

1. l'arrêté préfectoral du 10 mars 2022 fixe les vitesses minimales d'éjection des gaz associés aux installations de combustion du site, ces vitesses ayant été déterminées au regard des exigences fixées par l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

2. selon l'exploitant, la vitesse minimale d'éjection pour le conduit n°1 n'est pas respectée et les modifications matérielles envisageables ne permettront pas d'atteindre le niveau de performance fixé par la réglementation ;
3. il convient par conséquent qu'une demande de dérogation aux exigences de l'arrêté du 3 août 2018 susmentionné soit formulée ;
4. en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement :
 - il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SARA pour son site du Lamentin, en vue de garantir les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
 - la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne s'avère pas nécessaire compte tenu de l'absence d'impact particulier ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

ARRÊTE

Article 1

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), dont le siège social est situé Zone industrielle de Californie, BP 436, 97292 Le Lamentin, dénommé ci-après l'exploitant, est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-après relatives à l'exploitation de son établissement situé à la même adresse.

Article 2

L'exploitant transmet au préfet, avant le 31 décembre 2024, une demande de dérogation aux exigences de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. Cette dernière devra comprendre notamment une étude technico-économique justifiant l'impossibilité d'atteindre le niveau de performance fixée par la réglementation et la justification de l'acceptabilité en termes d'impact environnemental et sanitaire de la solution proposée.

Article 3 Publication et notification

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune du Lamentin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fort-de-France, le 07 AOÛT 2024
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale
de la Préfecture de la Martinique

Laurence GOLA DE MONCHY

Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

